

Séminaire régional sur les statistiques du commerce international

12-16 Mai 2014

Addis Abeba, Ethiopie

Compte rendu du séminaire

ORGANISATION, Enjeux, Participants et résumé des activités

A/ Organisation

La Commission de l'Union africaine (CUA) et la Département de statistiques des Nations Unies (DSUN) a organisé un séminaire régional sur les statistiques du commerce international, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA) du 12 au 16 mai 2014 au siège de la CUA à Addis-Abeba, en Ethiopie.

B/Objectifs

L'objectif du séminaire était de renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux des pays du continent africain dans les statistiques du commerce international des biens et services. Cette activité représente une part importante de l'effort plus large visant à améliorer la qualité des statistiques économiques intégrées par la mise en œuvre du système de comptabilité nationale 2008.

Ce séminaire a réuni des experts nationaux dans le domaine des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM), les statistiques du commerce international des services (SITS), et les biens et services des comptes de la balance des paiements. L'ordre du jour vise à susciter pleinement sur la discussion et a porté sur la situation et, particulièrement les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des recommandations internationales dans ces domaines ainsi que présenté le point de vue des statistiques économiques aux participants qui pourraient conduire à un moyen plus efficace d'organiser le processus de statistiques économiques.

Un point spécifique à l'ordre du jour était le rapport de l'IMTS sur les résultats de l'évaluation de la qualité et les questionnaires du commerce transfrontalier informelles, ainsi que les difficultés sélectionnées sur le sujet d'autres sujets ont été comblent SCIM et la balance des paiements, le commerce transfrontalier informel, liant le commerce et le registre des entreprises, FDI et FATS, et la diffusion des données. Cette activité conjointe a été un élément important dans l'effort global d'amélioration fondée sur des preuves l'élaboration des politiques en Afrique.

C/ Participants

Les participants de cet atelier sont venus de différents pays d'Afrique, des organisations régionale (COMESA, SACU, la CEDEAO, l'UEMOA, la CEA et la BCEAO) et des experts de l'Association mondiale de l'acier, la Banque d'Italie et Pays-Bas. Les pays participants étaient principalement des experts des services nationaux de statistique, les bureaux des douanes et banques de réserve (voir la liste ci-dessous).

Regions	Pays
Afrique du Nord	Algerie, Egypte, Moroc et Tunisie
Ouest Afrique	Ghana, Cape Verde, Cote d'Ivoire, Benin, Mali et Nigeria
Afrique Central	Cameroune, Congo, et Guinee Equatoriale
East Afrique de l'Est	Rwanda, Eritrea et Ethiopie
Afrique du Sud	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe

D/ Déclaration d'ouverture

Discours d'ouverture par M. Stefan Schweinfest, directeur par intérim de la Division de statistique des Nations Unies

M. Stefan Schweinfest a commencé par remercier la CUA pour animer ce séminaire et a souligné le dévouement de la Division de statistique pour soutenir l'amélioration de la qualité des statistiques commerciales en Afrique et la mise en œuvre des recommandations énoncées au IMTS 2010 et MSTI 2010. En réunissant des statisticiens et différentes organisations d'experts de plusieurs pays différents pour trouver un moyen d'harmoniser et d'égaliser les mesures des statistiques de la fusion de leurs efforts pour produire une balance de paiement international de qualité fiable.

Ce séminaire fait partie du programme mondial pour la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale, qui est basé sur les statistiques économiques intégrées, y compris les statistiques du commerce international. Il a félicité M. Geert Bruinooge, ancien directeur général adjoint de la Statistique Pays-Bas qui a partagé son expérience sur l'intégration des statistiques économiques. Il a souligné que les recommandations ont été adoptées par les pays de l'ONU à ce sujet, celui-ci vous serez tous de partager leur expérience pour améliorer la qualité des statistiques du commerce au niveau régional et international.

Il a également souligné l'importance du commerce international qui n'est plus qu'une question de problème économique national, mais plutôt à échelle internationale. Le champ a été de prévaloir le développement de nouvelles technologies telles que l'ordinateur, internet, de nouvelles façons de communications, de meilleurs transports, etc. Cela a permis à des marchés plus larges grâce à l'expansion des entreprises. Tout cela amène à l'objectif principal de ce séminaire, à savoir le transfert de connaissances et de bonnes pratiques qui permettent d'améliorer la qualité des statistiques officielles sur le commerce international des biens et services.

Il a exprimé sa gratitude aux participants d'avoir effectué le déplacement à Addis-Abeba et a souhaité des délibérations fructueuses.

Discours d'ouverture par le Dr René N'Guettia Kouassi, Directeur des Affaires économiques de la Commission de l'Union africaine Il a remercié les participants et à apprécier leurs positives réponses à l'invitation de l'AUC à ce séminaire sur les statistiques du commerce international.

Il a expliqué que l'intégration économique, sociale et culturelle de l'Afrique est le principal objectif de la Commission de l'Union africaine. Et le principal indicateur de mesure de l'intégration des pays africains est le volume du commerce entre les pays africains. Malheureusement, il est douloureusement évident que le volume des échanges est encore très faible. Avec ce contexte, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont mené deux grandes conférences afin de stimuler le commerce intra-africain. L'un des résultats a été la création d'un établissement de la zone de libre-échange continental en 2017.

En Juillet 2010 à Kampala (Ouganda), les chefs d'États et de gouvernements africains ont adopté la stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA). La Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ont mis en place 14 groupes de travail pour promouvoir la production et l'harmonisation des données statistiques dans différents secteurs.

Lors de ce séminaire, les participants devraient également apprendre différentes techniques de compilation de données statistiques africaines du commerce des services, ainsi que l'harmonisation des procédures douanières avec les types de commerce en Afrique. Étant donné l'importance du sujet, la Commission de l'Union africaine s'est engagée à la production et l'harmonisation des statistiques du commerce extérieur. Et enfin, il a invité les participants à prêter attention à tous les sujets qui seraient abordés.

E/ SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

Séance d'ouverture: UNSD a donné des présentations de sa feuille de route pour les statistiques économiques intégrés, y compris le commerce et sur la vue d'ensemble des recommandations sur les statistiques du commerce international (IMTS 2010, MSITS 2010, l'IRTS 2008) et les références pertinentes pour le guide de compilation.

Session sur l'Afrique SCIM Qualité Questionnaire d'évaluation: Une présentation de l'ASC et de la Division de statistique de l'analyse préliminaire des résultats et suivi par la présentation de la CEDEAO sur l'élément sélectionné des préoccupations de la région.

Session sur les éléments sélectionnés de IMTS: COMESA et le Maroc ont fait des présentations sur les modes de transport et le pays de provenance. Ensuite, elle a été suivie par des présentations de la SACU, le COMESA et la Division de statistique sur les usages des codes de procédure et leur harmonisation à des fins statistiques. World Steel Association a présenté l'importance de l'information sur la quantité pour l'analyse et l'Algérie a fourni le document de fond sur le sujet. En ce qui concerne la qualité des statistiques du commerce, le Congo, l'Egypte, le Ghana et le Zimbabwe ont fait des présentations sur la base de leurs pratiques nationales. Le Maroc partageait le rapport sur la qualité avec le groupe.

Session sur les éléments sélectionnés de combler IMTS 2010 et BPM6 et l'utilisation des SCIM à des fins de balance des paiements: Présentations par la Division de statistique et le Malawi sur le thème de l'IMTS de transition 2010 et MBP6, suivie par des présentations par la

Côte d'Ivoire, le Maroc et le Malawi sur les importations FOB, estimation de l'assurance et le fret et l'utilisation de codes de procédure de douane pour identifier la balance des paiements des transactions liées.

Session sur Le commerce informel transfrontalier: l'AUC et la DSUN a exposé sur le résultat préliminaire de questionnaire. Les présentations sur les expériences nationales sur la conduite d'enquête sur le commerce informel par le Bénin, le Cameroun et le Rwanda. Ensuite, les participants impliqués dans le débat sur la façon d'améliorer la méthodologie existante et mettre en œuvre les enquêtes.

Groupe de discussion sur IMTS: La discussion a été basée sur les questions préparées par la Division de statistique sur le sujet de l'état de mise en œuvre IMTS 2010, contestant les pratiques de compilation, et le commerce transfrontalier informel.

Visite de terrain à la zone industrielle de l'Est éthiopien: Dans le cadre de l'expérience d'apprentissage, les participants ont visité Hujuan internationale usine de chaussures dans la zone industrielle de l'Est éthiopien situé à la périphérie d'Addis-Abeba. La zone fait partie des zones franches d'exportation du réseau qui produisent des biens destinés aux marchés étrangers.

Session sur la collecte de données pour les statistiques des échanges de services; pratiques de compilation sur les catégories de services sélectionnés: la COMESA a présenté l'état de la disponibilité des données et leur accessibilité dans leur région. Ensuite, la BCEAO a exposé sur les services catégories de l'EBOPS 2010 experts de la Banque d'Italie a partagé les expériences italiennes dans ce qui suit: Des services de construction et le tourisme et les services de voyage. Et enfin, des présentations de l'Ethiopie sur le thème des services de construction et de l'Afrique du Sud sur les sources de données pour les statistiques du tourisme.

Session sur les pratiques de compilation sur certains catégories de services: le Mali et l'Afrique du Sud ont partagé leurs expériences sur les services de fabrication, puis suivi par des présentations de l'Angola, en Italie et au Mozambique sur le sujet des pratiques de collecte de données portant sur l'ITRS et enquêtes auprès des entreprises.

Groupe de discussion sur SITS: Les participants ont discuté en profondeur sur question de mise en œuvre MSITS 2010, sources de données et la compilation des services.

Session sur les entreprises enregistre, lien entre les statistiques et les graisses commerciales et d'affaires: Présentations par la Division de statistique et l'Italie sur l'importance de registre statistique des entreprises pour le commerce international, suivie de la Tunisie et de la Zambie sur le thème de la liaison de données douanières et statistiques sur les entreprises. Enfin, la Zambie a exposé sur les pratiques de compilation FATS et le lien entre les statistiques du commerce, des graisses, de l'IED et des répertoires d'entreprises.

Session sur la diffusion des statistiques du commerce international: l'ASC a présenté la prochain Annuaire africaine commerce intra-africain 2014. Ensuite, la présentation de la CEDEAO sur le partage des données et des rapports suivie par la présentation de Capte Verde sur le thème de la diffusion des statistiques du commerce international.

Séance de clôture: Les pays ont discuté des principaux enjeux mis au jour lors de l'atelier; Présentation et discussion des résultats et des conclusions préliminaires. La réunion a été clôturé avec le discours de l'AUC et de la UNSD

RÉSULTATS ET CONCLUSIONS

F/STATISTIQUES ÉCONOMIQUES Y COMPRIS LE COMMERCE

Les nouveaux défis en matière de collecte des données et la compilation en raison des facteurs externes sont les suivantes:

- 1- Développement technologique rapide.
- 2- Diminution des budgets vers les statistiques.
- 3- Demande croissante d'informations plus rapide, y compris les données commerciales.

Par conséquent, afin de relever ces défis, des mesures d'actions doivent être prises:

- 1- Mettre en œuvre le cadre de statistiques économiques intégrées.
- 2- Concevoir des statistiques intégrées et données commerciales afin d'identifier les domaines du système qui donnent des résultats rapides.
- 3- Investir dans l'arrangement institutionnel (multi-utilisation des données, l'utilisation des données administratives, des mandats juridiques, le fardeau de réponse) et le processus de production statistique intégré (services sociaux de registre statistique des entreprises, la collecte, le traitement, la méthodologie et la conception des processus, gestion de projet)

G/ AFRIQUE IMTS QUALITÉ questionnaire d'évaluation, éléments sélectionnés pour être SCIM COMPILATION ET UTILISATION DES FINS IMTS de la balance des paiements

- 1-IMTS questionnaire: l'analyse préliminaire de questionnaire a donné un aperçu de SCIM pratiques de compilation nationale en Afrique. Le questionnaire a été conçu pour s'adapter au cadre national d'assurance qualité (CNAQ), donc le résultat indique aussi le degré de qualité et d'affinité. Le rapport d'analyse finale sera finalisé par la Division de statistique et de l'AUC et servira de base pour améliorer la qualité de SCIM. En outre, les données de base de résultats seront partagées avec les organisations partenaires intéressés.
- 2- Documents de douane en tant que source de données primaires: Il est nécessaire de SCIM compilateurs d'accéder aux dossiers de douane en tant que source de données primaire. Afin de produire les données requises par IMTS 2010, les paquets de capture et d'analyse des données telles que le SYDONIA et EUROTRACE devraient être examinés. C'est peut-être la mise à disposition pour l'inclusion de nouveaux domaines pour répondre à ces recommandations.
- 3- Couverture et sources de données: la couverture des données de commerce n'est pas exhaustive dans la plupart des pays. À cet égard, il est nécessaire d'avoir d'autres sources de données commerciales comme la Croix informelle Border Trade (ICBT) enquête. Lors de la compilation des données commerciales, de nombreux pays sont en mesure de compiler les données dans le système du commerce général et spécial en raison de la disponibilité des codes de procédure douanière. Par conséquent, les pays devraient prendre en compte les besoins des différents utilisateurs de données (c.-à-qui fournissent des données dans le système général de Commerce).
- 4-**Qualité :** il est nécessaire de recueillir des données sur les quantités supplémentaires, en plus du volume et poids net. Cependant, la qualité des données sur les quantités capturées pour la plupart des pays d'Afrique est pauvre. Parmi les autres défis qui compromet la qualité des

données sont manquantes ou la valeur des quantités incorrectes. Pour éviter que des données sur les quantités manquent, il est recommandé que le champ de la quantité doit être rendue obligatoire dans le système douanier. À la même formation de sensibilisation à la fois des agents de compensation ou de courtiers est essentiel afin qu'ils puissent entrer les quantités appropriée avec leur unités

- 5- **Confidentialité:** il est nécessaire de trouver un équilibre entre la confidentialité des données et les besoins des utilisateurs / analystes. Et dans le même temps, il est nécessaire de se conformer à la législation statistique existante de confidentialité. Par exemple, une marchandise doit être signalée à l'agrégation de niveau supérieur jusqu'à ce qu'il soit assez pour ne pas identifier les transactions des entreprises individuelles.
- 6- Actualité et ponctualité: il y a un manque de rapidité dans la transmission des données aux utilisateurs de certains bureaux de statistiques et le manque d'accessibilité à des données commerciales de base détaillées par la plupart des bureaux Africain de statistique. Dans l'ordre, pour résoudre ce problème, il est nécessaire d'établir un cadre juridique qui gère les accords institutionnel entre les fournisseurs de données et les compilateurs. Il est également nécessaire d'avoir un calendrier de diffusion bien conçu pour la diffusion de données commerciales.
- 7- **Codes de procédure des douanes**: elles sont généralement comparables au niveau global dans la plupart des pays en raison de la conformité de la Convention de Kyoto. Cependant, il est observé de manière générale que les détails du CPC ne sont pas totalement harmonisés en Afrique. Comme par IMTS 2010, les douanes code de procédure devrait faire partie des éléments de données fournies par les douanes.
- 8- IMST 2010 nouveaux éléments de données: il y a des défis lors de la compilation de nouveaux éléments de données tels que: le deuxième partenaire (pays de provenance en cas d'importations), le mode de codes de transport, les importations FOB et procédures douanières. Il en est ainsi principalement en raison de l'absence de disponibilité des informations de base dans les dossiers de douane ou des éléments de données incomplètes fournies par les douanes.
- 9- IMTS 2010 à des fins de balance des paiements: les domaines suivants ont été recommandés ou encouragé à inclure lors de la compilation de SCIM: enregistrement biens pour transformation sans changement de propriétaire, les effets de migrants, les échanges avec les parties liées, les importations FOB dans plus de CIF, les composants de services (c.-à-, transport ou d'assurance de services). Cette augmentation cohérence avec le BOP / SNA comme ces données est nécessaire lors de la compilation de la balance des paiements.
- 10- **Indices des échanges**: le calcul des indices du commerce ne se fait pas dans plusieurs pays principalement en raison de problèmes méthodologiques / techniques. ASC collaboration avec des organisations partenaires devrait élaborer une méthodologie pour la compilation des indices du commerce. La CEDEAO a également mentionné que la mise à jour Euro trace module indices du commerce est en cours. La Division de statistique a fourni des informations que le CCI et la Division de statistique élabore des indices du commerce outil de compilation utilisant SAS.

- 11- **Rapports de qualité**: tel que recommandé par IMTS 2010, il est important de produire des rapports réguliers de la qualité SCIM montrant les indicateurs standards convenus de qualité. À cet égard, la CUA et les organisations partenaires devraient proposer de concevoir un modèle pour le rapport de la qualité et fournir une assistance technique si nécessaire.
- 12- **Renforcement des capacités:** en général, il y a un manque de capacité statistique dans certains états-majors qui sont impliqués dans la capture et le traitement des données commerciales. Avec ce contexte, il est nécessaire de former le personnel qui est impliqué dans la capture des données, le traitement et la diffusion des données statistiques du commerce.
- 13- **Manque de soutien politique:** Il y a un manque de soutien politique dans le développement de données commerciales harmonisées dans certains pays. Les dirigeants doivent être sensibilisés sur l'importance de l'harmonisation des données commerciales.

H/ COMMERCE FRONTALIER INFORMEL

- 1- **ICBT questionnaire:** l'analyse préliminaire des ICBT questionnaire a révélé que seulement quelques pays mènent régulièrement l'enquête d'ICBT. Néanmoins, de nombreux pays ont exprimé leur intérêt dans la conduite de cette enquête afin d'assurer une couverture complète du commerce international.
- 2- **Principaux défis:** le manque de financement et de connaissances techniques sur la façon de mener de telles enquêtes est la principale contrainte. À cet égard, il est nécessaire de développer une méthodologie commune pour la conduite des enquêtes de l'ICBT en tenant compte des particularités de certains pays. En outre, le soutien financier peut-être des partenaires au développement est également primordial pour mener ces enquêtes.
- 3- Les problèmes de qualité: Il a également été révélé que les données des enquêtes ICBT en deçà en termes de quantité, l'évaluation, la classification et les questions extrapolation du résultat liés aux matières premières si elles ne sont pas représentatives.
- 4-**La dimension de genre:** Il s'agit d'une recommandation que les données recueillient à partir d'enquêtes ICBT doivent être ventilées. Par exemple, la ventilation par sexe est important pour la formulation des politiques.
- 5- L'intégration avec la base de données principale: une autre recommandation est que les données recueillies sur des enquêtes ICBT devraient être intégrées dans la base de données du commerce principal (plusieurs pays ont tenté cet exercice et il est prouvé que cela peut être fait.). Cela devrait être fait après la collecte, l'édition et le traitement de ces données.
- 6- **Facteurs de motivation ICBT:** il y a aussi besoin d'un regard critique sur les facteurs qui provoque ICBT eu lieu. En même temps, il est nécessaire de relever les défis rencontrés par les personnes lors du franchissement des frontières douanières. Par exemple, l'élimination des obstacles non tarifaires ou pour simplifier les formalités douanières.

COLLECTE DES DONNÉES DU COMMERCE DES SERVICES STATISTIQUES ET PRATIQUES DE COMPILATION

- 1-**Statut de mise en œuvre:** la COMESA a réalisé une étude pilote sur la méthodologie, la disponibilité des données et de la couverture de SITS, IDE et FATS. L'étude a conclu que les échanges de données des services est disponible dans la plupart des pays, mais le commerce bilatéral est limitée à certains secteurs.
- 2- EBOPS classification: en ce qui concerne les services classifications, MSITS 2010 recommande l'utilisation de l'EBOPS 2010, qui est une extension des services principales composantes de la classification la balance des paiements. Toutefois, une ventilation plus détaillée des catégories de services sont recommandés pour SITS fins ainsi que l'inclusion de la ventilation par pays partenaire des catégories de services. Il est recommandé que les pays mettent l'accent sur les catégories de services les plus importants ainsi que les principaux pays partenaires de fournir des informations détaillées. Le projet de tableau de correspondance entre EBOPS 2010 et CPC 2.0 est disponible en ligne, mais il sera révisé pour tenir compte de la dernière version de la CPC 2.1.
- 3- **Construction:** les sources de données des services de construction sont principalement des ITRS et enquête auprès des entreprises. Les compilateurs sont informés de la différence entre les services de la construction et de l'investissement étranger direct, il n'est pas facile pour ces catégories identifiées par l'ITRS. Considérant les activités de construction sont élevés par des entreprises étrangères en Afrique, les pays sont invités à assurer un enregistrement correct des services de construction selon MSITS 2010.
- 4- Élément de Voyage y compris le tourisme: Le Voyage point de EBOPS est mesurée à des fins de balance des paiements principalement par les banques centrales en attendant les statistiques du tourisme (national et international) est mesurée par le ministère du tourisme ou le bureau national de statistique. Élément de Voyage est mesurée à l'aide de l'ITRS en attendant les statistiques du tourisme est compilé en utilisant une combinaison d'enquêtes de tourisme et enquêtes auprès des ménages ainsi que les données administratives. Une meilleure coopération entre les institutions a été suggérée de fournir des données plus fiables pour les deux.
- 5- **Services de fabrication:** Il s'agit d'un nouvel élément dans le commerce des services et il est nécessaire une meilleure reconnaissance des entreprises qui fournissent ces services et donne des difficultés pour les pays à calculer le point de service. Il est suggéré que les pays exposent planifier la façon de mesurer efficacement la catégorie de service.
- 6- **Sources de données**: les sources de données varient selon les pays en fonction de leur situation nationale, mais l'ITRS, enquête auprès des entreprises, enquêtes auprès des ménages et des sources de données administratives sont utilisées. En outre, de nombreux pays soulignent l'importance des sources administratives. Cependant, il doit être étudié attentivement car elles ne suivent pas la définition exacte des éléments de services pertinents.

J/ Répertoires d'entreprises, reliant échanges et faits statistiques

- 1- **Répertoires d'entreprises:** l'importance d'un registre fiable d'affaires a été signalée comme une nécessité absolue de fournir des statistiques fiables sur le commerce si tel n'existe pas dans un pays. Il y a un besoin d'un registre d'entreprise nationale commune pour éviter les doubles emplois, de nombreux organismes peuvent maintenir différents registres du commerce avec la stratégie de mise à jour différent. Il est également important de lier registre des entreprises à d'autres registres tels que registre de l'emploi, du registre de la population, etc, afin d'augmenter la connaissance sans charge supplémentaire. Il est reconnu que les sources de registre entreprise peuvent changer au cours du temps et il doit être pris en compte lors de l'entretien régulier. Le registre statistique des entreprises est également utile pour obtenir des prélèvements pour diverses enquêtes auprès des entreprises.
- 2- Lien entre les statistiques commerciales et d'affaires: les variables de données commerciales (c'est-à-flux, produit, partenaires commerciaux, etc) et de registre des entreprises (industrie, employés, chiffre d'affaires) peuvent être combinés avec en liant l'exercice. En outre, il permet une analyse plus approfondie des commerçants par des spécifications particulières (par exemple, le commerce de l'industrie, du commerce par taille d'entreprise, etc.) Pour aller de l'avant est de lier davantage l'ensemble de données IDE ou FATS ensembles de données. Si la dimension de genre a été prise en compte dans le registre des entreprises, il est possible de déduire le commerce par genre.
- 3- Les faits: trois modes pour surveiller les fourniture internationale de services, il est important de compiler FATS (Statistiques des filiales étrangères). Il peut être compilé par des enquêtes d'IDE (en ayant une structure de maintien) ou des répertoires d'entreprises (en reliant les statistiques du commerce et des affaires). La conclusion préliminaire en Zambie montre que la part importante des exportations provient de filiales étrangères dans les industries extractives. Dans le futur, il peut être en outre lié à des données commerciales.

K-Diffusion des statistiques du commerce international

- 1-Annuaire intra-africain 2014: AUC a présenté son prochaine Annuaire intra-africain 2014 On a découvert que les données de plusieurs pays est toujours manquant dans le rapport. Pour éviter toute mauvaise interprétation, l'ASC doit préciser clairement la méthodologie pour la compilation des données intra-commerce. En outre, les données présentées à l'ASC devraient être utilisé dans le système du commerce général pour assurer la comparabilité entre les pays.
- 2- Coordination de la collecte des données: Il est nécessaire de fournir des données détaillées aux organisations internationales / régionales opportunes. Coordination de la collecte de données permettra de réduire le fardeau pour les pays. Avec cet égard, l'ASC consultera avec les CER sur la façon de recueillir les données de ces CER. Dans certaines régions, l'obligation de soumettre des données est prescrit dans le texte juridique et de la réglementation.
- 3-La diffusion de données et de métadonnées: les données sont diffusées par le biais de publications, communiqués de presse et en ligne (site web) elles sont même accessible via des appareils mobiles et smartphones. Il est nécessaire d'avoir un calendrier de diffusion pour la

diffusion des données et devraient être publiés simultanément pour différents types d'utilisateurs. Répondant à la nécessité d'utilisateurs de données, maintenant à travers laboratoire de données, il est possible de fournir un accès pour accéder à des micro-données à des fins de recherche.

L- DISCUSSION DE GROUPE

- 1- Statistiques du commerce international : la discussion a porté sur trois grands thèmes, à savoir le statut d'IMTS 2010 la mise en œuvre, les questions de qualité et de commerce transfrontalier informel. De nombreux pays ont partiellement mis en œuvre IMTS 2010 mais la compréhension des concepts et des définitions est encore un défi majeur. Pour le résoudre, les participants ont souligné la nécessité de plus et une formation approfondie, des cours de perfectionnement de courte durée, formation pour formateurs, création de pool d'experts et visite d'étude. Beaucoup de pays confrontés à des problèmes de qualité, notamment la rapidité, l'exactitude et de l'information de quantité. Plaidoyer pour les douanes sur le partage des données en temps opportun et l'attention à l'information de quantité est mentionné comme l'une des solutions possibles. Enquête informelle de commerce transfrontalier est considéré comme suffisant pour capturer la plupart du commerce informel et le commerce non enregistré (mais pas pour l'enregistrement de marchandises de contrebande ou du commerce illicite), des conseils méthodologiques mais complète est nécessaire . Seulement quelques pays ont commencé enquête régulière, en raison de contraintes financières. En outre, les participants ont suggéré d'établir un mécanisme d'échange de données entre les pays voisins pour réduire les coûts.
- 2- Statistiques du commerce international des services: les groupes de discussion ont identifié des défis dans la collecte et le traitement du commerce des services tels que la complexité, les réponses tardives des entreprises, la confidentialité des données, la rétention d'informations, le manque de personnel qualifié, le chiffre d'affaires rapide du personnel, implication des coûts, des problèmes avec IRTS, la coopération n'est pas approprié entre l'ONS, CB et ministère de tutelle. Beaucoup de pays de la région n'ont pas registre des entreprises qui rend difficile l'identification des établissements impliqués dans les opérations de commerce extérieur. L'utilisation de l'IRTS, enquête auprès des entreprises, enquête auprès des ménages et des cours de données administratives varient dans les pays, mais il est dans l'intention de renforcer l'utilisation des données administratives.

M- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- 1- Les pays devraient suivre les normes internationales qui ont été approuvées par la Commission statistique des Nations Unies: SCIM 2010, MSITS 2010 et IRTS 2008 pour le commerce international de marchandises, le commerce des services et les statistiques du tourisme, respectivement.
- 2-Dans le cadre de la mise en œuvre des statistiques économiques intégrées, la coopération entre les organismes nationaux revêt une importance cruciale. Il est recommandé que cette coopération entre le bureau national de statistique, la banque centrale, l'administration des douanes et le ministère de tutelle est recommandé d'être formalisé avec souscrivant protocole d'accord entre les parties ou d'établir un groupe de travail où l'accord peut être formalisé.

- 3- Établir un statistiques registres du commerce doit être la première priorité dans les pays ou si elle a été établie, il est essentiel de maintenir le registre des entreprises sur une base régulière / continue. Avec ce contexte, la CUA, les CER, la CEA, la BAD et les organisations partenaires devraient aider les pays en leur fournissant une assistance technique et financière.
- 4- CUA, les CER, la CEA, la BAD et les organisations partenaires vont développer la méthodologie de l'Afrique pour mener des enquêtes d'ICBT et la compilation des indices du commerce. Cela se fera par la mise en place d'un groupe de travail sous l'égide du Groupe de travail africain sur les statistiques du commerce international et la balance des paiements.
- 5- Sous la direction du CUA, les CER, la CEA, la BAD et les organisations partenaires, les pays doivent unir leurs codes de procédures douanières nationales aux procédures Convention de Kyoto révisée de douane, les flux de commerce étendu (les exportations de biens étrangers, les exportations de biens domestiques, etc) et système de commerce (général et spécial). L'ensemble de données résultant de cette liaison devrait être rendu public.
- 6- Les expériences des pays africains en reliant les statistiques commerciales et d'affaires ont été positifs que de nouvelles connaissances ont été acquises avec un investissement minimal et sans charge supplémentaire pour les répondants. Par conséquent, il est recommandé de commencer ou de continuer cet exercice en perfectionnant la méthodologie reliant, le développement de tableaux analytiques standard et explorer les possibilités de lier davantage l'ensemble de données FATS, IDE, ou des comptes nationaux.
- 7- CUA, les CER, la CEA, la BAD et les organisations partenaires, avec l'appui de la Division de statistique vont développer une feuille de route et la stratégie de mise en œuvre des deux IMTS 2010 et MSITS 2010 en prenant en compte le niveau national de connaissances et des progrès accomplis sur la mise en œuvre de l'IMTS 2010 et MSITS 2010. En de plus, la Division de statistique continuera de travailler en étroite collaboration avec des organisations partenaires (c.-à-AUC, la CEDEAO, l'UEMOA, COMESA) pour assurer la compréhension et la mise en œuvre de l'IMTS 2010 et 2010 MSITS bon.
- 8- Il est recommandé que les pays élaborent et publient des rapports sur la qualité réguliers qui couvrent toute la gamme des processus statistiques et leurs sorties et être mis à jour régulièrement dans au moins tous les cinq ans. Le rapport contient des indicateurs de qualité pour les statistiques du commerce international de marchandises que facile à interpréter par les utilisateurs internes et externes. Dans ce contexte, la CUA, les CER, la CEA, la BAD et les organisations partenaires devraient concevoir et proposer des indicateurs de qualité standard par Groupe de travail africain sur les statistiques du commerce international et la balance des paiements.